lui le premier coupable des fautes que commettent ses représentants ; c'est sur lui que retombe toute entière la responsabilité.

En un mot, pour me servir d'une formule célèbre : Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent.

Vous faut-il des exemples pour vous convaincre de cette vérité ; l'histoire ancienne, l'histoire moderne nous les fournissent à foison.

Voyez ces peuplades nègres, aussi ignorantes de la morale divine que dépourvues d'éducation ; livrées à toutes les passions, sans frein d'aucune sorte, ne connaissant d'autre obstacle que la force brutale, vous les voyez tremblantes, terrorisées, mais soumises, devant quelque despote au nez orné d'annelette ou de gris-gris, et dont le despotisme est nécessaire puisqu'il est la seule garantie d'ordre, la seule force reconnue.

N'ont-ils point, ceux-là, le gouvernement qu'ils méritent ?

Prenez l'histoire romaine de la décadence, considérez ces mœurs efféminées, ce souci exclusif des jouissances matérielles, cet oubli des croyances religieuses, et dites-moi si un peuple qui abdiquait ainsi ses devoirs de citoyen, pouvait raisonnablement attendre d'avoir pour empereurs autre chose que des tyrans, égoïstes et jouisseurs.

Les Nérons et les Héliogabales sont les fleurs vénéneuses poussées naturellement sur le fumier de l'empire romain libertin et jouisseur.

Ceux-là encore n'ont-ils pas eu le gouvernement qu'ils méritaient ?

Qui oserait s'étonner de la royauté absolue des monarques français alors que la Gaule, livrée aux ambitions de barons batailleurs et égoïstes, n'avait plus de salut que dans la toute-puissance d'une main gantelée de fer pour réduire et vaincre ces mille tyrans qui égorgeaient notre mère-patrie ?

Tournez les feuillets de l'histoire et à chaque page vous trouverez des exemples aussi convaincants de cette vérité.

Vous le voyez donc, Messieurs, les rouages de la politique, les pierres qui constituent cet édifice, ce sont les individus, ce sont les citoyens.

Quelqu'industrieux que soit l'architecte, quelqu'habiles que soient les maçons, ils ne peuvent changer les matériaux que leur fournit la nature, et leur édifice n'a de valeur, de solidité que par la valeur même et la solidité des citoyens.

Et pour en finir avec cette question qui est capitale, vous me permettrez une double hypothèse, qui vous convaincra définitivement de cette incontestable vérité.

Supposez un instant une cité idéale, composée uniquement des hommes qui furent l'honneur de l'humanité, et sont aujourd'hui la gloire du ciel, les saints apôtres, les docteurs de l'Eglise ; mettez pour gérer cette communauté l'homme le plus ordinaire, le moins éminent que vous voudrez, et dites-moi s'il sera possible à cet homme, chargé du gouvernement, de commettre des injustices ou des erreurs? Le croyez-vous ?

Non, n'est-ce pas, parce que ses administrés ne le lui permettraient pas et le forceraient bien vite à rentrer dans la voie droite.

Supposez, d'autre part, une peuplade cannibale de nègres africains, et mettez à sa tête l'homme le plus sage, le mieux qualifié que vous puissiez imaginer, je ne parle pas ici d'un saint qui aurait pour lui le secours de Dieu, mais un simple homme, le plus sage d'entre les hommes ; croyez-vous que cet homme aurait beaucoup de chance d'établir en ce pays une Chambre et un Sénat, et de leur faire voter une onstitution exemplaire ?

Le résultat le plus probable de sa tentative serait de finir autour d'une broche en guise de roast beaf.

Ce sont là, Messieurs, des exemples un peu vulgaires peut-être, mais qui, cependant, sont de nature à vous faire comprendre toute la vérité de cet axiome.

"Les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent," et quant aux révolutions, elles ne sont autre chose que les convulsions d'une époque de transition, provoquées par la mauvaise adaptation d'un gouvernement au peuple qu'il dirige.

De tout cela, que faut-il conclure ?

C'est que le progrès en politique ne peut exister que par le progrès du peuple lui-même ; c'est que la forme idéale de gouvernement ne pourra être atteinte que par l'éducation parfaite, idéale du peuple.

C'est que, au lieu de s'indigner des erreurs de la politique qui la gouverne, une nation doit tout d'abord faire son *mea culpa* et commencer elle-même par se réformer.

Car, Messieurs, et c'est là surtout que voulais en venir, le peuple a des devoirs que trop souvent il oublie.

Pour vous parler franchement, nous avons encore beaucoup à faire à cet égard, car si aujourd'hui le peuple est mieux instruit de ses droits, il ne l'est pas suffisamment de ses devoirs.

Non, Messieurs, il n'est pas suffisamment instruit de ses devoirs, car il n'est pas encore convaincu de la nécessité de s'intéresser à ce qui constitue ses intérêts.

Il n'est pas imbu de cette vérité, que l'intérêt véritable de son voisin est aussi le sien, que l'indifférence avec laquelle il envisage l'injustice commise à l'égard de son voisin, tant qu'il est épargné lui-même, est une indifférence coupable dont il aura un jour ou l'autre à souffrir fatalement.

Il ne connaît pas ses devoirs, car il se décharge sur son député de la gestion de ses intérêts, car il néglige de le surveiller, de le contrôler ; le peuple ressemble à un banquier qui laissé la clef de sa caisse à son commis, pour aller se promener ou se divertir au loin : le jour où le commis a levé le pied, le banquier crie au voleur, et lui-même est le premier coupable.

J'en ai assez dit, je crois, Messieurs, pour vous convaincre de la nécessité, je dirais du devoir qu'a tout citoyen intelligent de faire de la politique, non point dans le sens où beaucoup l'entendent, mais au sens véritable du mot, c'est-à-dire, s'occuper de ses intérêts sociaux.

Tant qu'il n'en sera point ainsi, la politique restreinte à un certain nombre d'individus ne sera qu'une sorte de profession, un métier comme un autre, et non point la noble et grande chose qu'elle doit être.

L'ambition et l'intérêt personnel prévaudront seuls, le désir d'arriver, le souci d'engraisser le troupeau électoral fidèle, domineront l'intérêt de la nation.

On continuera à voter sur des personnes et non sur des principes.

Mais pour arriver à changer ces déplorables erreurs, pour permettre au peuple de remplir ses devoirs en connaissance de cause, il est de toute nécessité tout d'abord que le peuple soit instruit.

Non pas une instruction superficielle, mais une instruction réelle celle : qui consiste dans le développement du bon sens, dans la prédominance du raisonnement qui est en somme la partie la plus noble de l'intelligence.

Tant que chaque individu n'aura point acquis ce degré de développement, tous les efforts pour établir une politique basée sur le bon sens, la vérité, une politique en vue de l'intérêt unique du peuple, tous ces efforts, dis-je, resteront infructueux.

Il faudra nous résigner à être la dupe d'ambitieux hostiles à jouer des passions des autres, d'ambitieux qui, pour mieux régner, n'auront d'autre désir que de diviser les hommes, au mépris de la parole du Christ : aimez-vous les uns les autres.

Nous verrons des gens qui, pour mieux cacher leurs coupables intentions, s'efforceront de dénigrer et discréditer les plus louables intentions de leurs adversaires, voir même de leurs amis.

En un mot les coteries, les ambitions mesquines continueront à déshonorer la politique jusqu'au jour où le peuple, s'emparant du fouet dont Jésus chassât les marchands du Temple, cinglera à son tour et chassera tous ces pharisiens hypocrites pour qui les principes sont simplement des masques derrière lesquels se dissimulent toutes leurs convoitises basses et honteuses.

C'est à vous, Messieurs, à vous qui comprenez la grandeur et la nécessité de la Politique véritable, c'est à vous de travailler de toutes vos forces à armer le peuple de cette arme vengeresse et libératrice.

Dévouez-vous aux principes, ne vous en écartez jamais ; les hommes passent, les principes restent et la Politique n'est pas faite pour le triomphe de telle ou telle personne mais uniquement pour le triomphe des principes.

Rappelez-vous sans cesse ces vérités et faites comprendre à tous que :

Si la Politique existe pour le peuple, elle ne peut exister réellement que par le peuple.

LES INVENTIONS NOUVELLES

Sont, parfois, très heureuses et d'un grand prix pour l'humanité ; cependant, il n'en est pas une seule qui puisse lutter avec le BAUME RHUMAL au point de vue de l'unité. 37